

Ça chauffe !

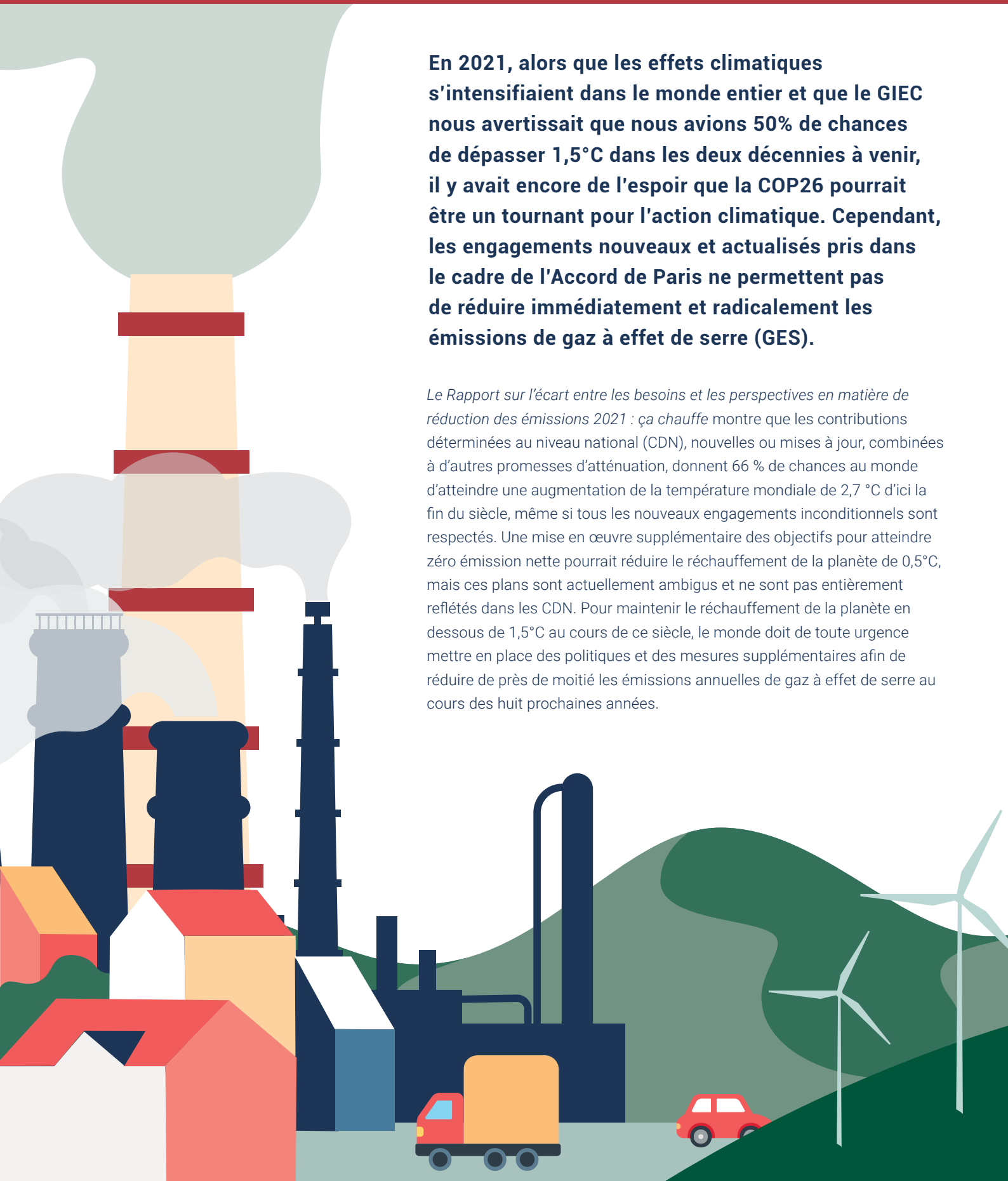
Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions 2021

ONU
programme pour
l'environnement

5
1972-2022

En 2021, alors que les effets climatiques s'intensifiaient dans le monde entier et que le GIEC nous avertissait que nous avons 50% de chances de dépasser 1,5°C dans les deux décennies à venir, il y avait encore de l'espoir que la COP26 pourrait être un tournant pour l'action climatique. Cependant, les engagements nouveaux et actualisés pris dans le cadre de l'Accord de Paris ne permettent pas de réduire immédiatement et radicalement les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Le Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions 2021 : ça chauffe montre que les contributions déterminées au niveau national (CDN), nouvelles ou mises à jour, combinées à d'autres promesses d'atténuation, donnent 66 % de chances au monde d'atteindre une augmentation de la température mondiale de 2,7 °C d'ici la fin du siècle, même si tous les nouveaux engagements inconditionnels sont respectés. Une mise en œuvre supplémentaire des objectifs pour atteindre zéro émission nette pourrait réduire le réchauffement de la planète de 0,5°C, mais ces plans sont actuellement ambigus et ne sont pas entièrement reflétés dans les CDN. Pour maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 1,5°C au cours de ce siècle, le monde doit de toute urgence mettre en place des politiques et des mesures supplémentaires afin de réduire de près de moitié les émissions annuelles de gaz à effet de serre au cours des huit prochaines années.



Les mises à jour des CDN dans le cadre de l'Accord de Paris suivent la trajectoire des promesses insuffisantes, non encore tenues.

- Les nouvelles CDN et les CDN actualisées, ainsi que les engagements d'atténuation annoncés pour 2030, ne réduisent que légèrement l'écart entre les émissions qui devraient être enregistrées en 2030 pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris et celles qui seront enregistrées.
- Ces nouveaux engagements réduisent de 7,5 % les émissions de gaz à effet de serre prévues pour 2030 par rapport aux engagements précédents. Des réductions de 30 % sont nécessaires pour rester sur la trajectoire la moins coûteuse de 2°C d'augmentation et de 55 % pour 1,5°C.
- Au 30 septembre 2021, 120 pays, responsables pour environ 51 % des émissions de gaz à effet de serre, avaient communiqué de nouvelles CDN ou actualisées. En outre, trois pays ont annoncé une forme de nouvelle action climatique pour 2030.
- On estime que les mises à jour des CDN officiellement soumises et annoncées ont 66 % de chances de se traduire en une augmentation des températures planétaire d'environ 2,7 °C d'ici à la fin du siècle.
- Pour avoir une chance de limiter l'augmentation des températures mondiales à 1,5 °C, il nous reste huit ans pour réduire les émissions annuelles de 28 gigatonnes d'équivalent CO₂ (Gt éq CO₂), en plus de ce qui est promis dans les CDN actualisées et dans d'autres engagements, ce qui équivaut à pratiquement diviser par deux les émissions actuelles de gaz à effet de serre.
- Pour atteindre l'objectif des 2°C de réchauffement, le besoin supplémentaire est moindre : une baisse des émissions annuelles de 13 Gt éq CO₂ d'ici à 2030.

Ces mauvaises nouvelles s'inscrivent dans un contexte de reprise des émissions après la pandémie et d'augmentation des concentrations atmosphériques de CO₂.

- La pandémie de COVID-19 a entraîné une baisse des émissions mondiales de CO₂ de 5,4 % en 2020. Cependant, les émissions de CO₂ et d'autres gaz que le CO₂ en 2021 devraient à nouveau augmenter pour atteindre un niveau à peine inférieur au record de 2019.
- Les concentrations atmosphériques de tous les principaux gaz à effet de serre ont continué à augmenter en 2020. Depuis deux millions d'années, les concentrations de CO₂ n'ont jamais été aussi élevées.

Jusqu'à présent, la plupart des pays n'ont pas saisi l'occasion d'utiliser les dépenses de sauvetage et de relance budgétaire liées à la COVID-19 pour stimuler l'économie tout en favorisant une transformation à faible émission de carbone.

- Un petit nombre d'économies à haut revenu représentent la majorité des dépenses vertes, les économies en développement et les marchés émergents risquant d'être laissés pour compte.
- Seuls 17 à 19 % du total des investissements de relance fait avant mai 2021 sont susceptibles de réduire les émissions de gaz à effet de serre (438 milliards de dollars sur un total de 2,28 billions de dollars de dépenses de relance selon l'Observatoire mondial de la relance).
- Parmi ces dépenses, près de 90 % sont le fait de six membres du G20 et d'un invité permanent.
- Les dépenses liées à la COVID-19 ont été beaucoup plus faibles dans les économies à faible revenu (60 dollars par personne) que dans les économies avancées (11 800 dollars par personne).

L'objectif de zéro émission nette pourrait faire une grande différence, mais les plans actuels sont vagues et ne sont pas inclus dans les CDN.

- Au total, 49 pays, plus l'UE, se sont engagés à atteindre un objectif zéro émission nette. Cela représente plus de la moitié des émissions domestiques mondiales de gaz à effet de serre, plus de la moitié du PIB et un tiers de la population mondiale. Onze objectifs sont inscrits dans la loi, couvrant 12 % des émissions mondiales.
- S'ils sont mis en œuvre efficacement, les engagements en faveur de zéro émission nette pourraient réduire le réchauffement climatique d'environ 0,5°C par rapport aux projections qui ne prennent en compte que les CDN inconditionnels et les autres engagements, se rapprochant ainsi de la fourchette supérieure de l'objectif de température de l'Accord de Paris. Toutefois, pour un grand nombre de plans nationaux pour le climat ces mesures sont postérieures à 2030.
- Douze membres du G20 se sont engagés à atteindre un objectif zéro émission nette, mais ils restent ambigus. Sur les neuf plans des membres du G20 évalués dans le rapport, cinq sont sur une trajectoire linéaire pour atteindre zéro émission nette.

La réduction des émissions de méthane provenant des secteurs des combustibles fossiles, des déchets et de l'agriculture peut contribuer à combler l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions et à réduire le réchauffement à court terme.

- Les émissions de méthane sont le deuxième facteur de réchauffement de la planète. Ce gaz a un potentiel de réchauffement planétaire plus de 80 fois supérieur à celui du dioxyde de carbone sur un horizon de 20 ans.
- Le méthane a une durée de vie plus courte dans l'atmosphère que le dioxyde de carbone, douze ans seulement, contre plusieurs centaines pour le CO₂, de sorte que les réductions des émissions de méthane limiteront l'augmentation de la température plus rapidement que les réductions des émissions de dioxyde de carbone.
- Les mesures techniques d'atténuation gratuites ou peu coûteuses disponibles pourraient à elles seules réduire les émissions anthropiques de méthane d'environ 20 % d'ici à 2030.
- Des mesures supplémentaires, telles que le passage du gaz naturel aux énergies renouvelables, les changements de régime alimentaire et la réduction des déchets alimentaires, pourraient contribuer à hauteur de 15 % au potentiel d'atténuation.

Les marchés du carbone peuvent permettre une réduction réelle des émissions et renforcer l'ambition des pays, mais uniquement lorsque les règles sont clairement définies, conçues pour garantir que les transactions reflètent des réductions réelles des émissions, et soutenues par des dispositifs permettant de suivre les progrès et d'assurer la transparence.

- Les marchés peuvent offrir aux pays, aux entreprises et aux autres acteurs la possibilité d'atteindre leurs objectifs de réduction des émissions à moindre coût et de créer ainsi une marge de manœuvre pour renforcer leurs ambitions à court et à long terme.
- Des études de modélisation mondiales estiment que si toutes les CDN étaient transformées en réductions d'émissions négociables et que tous les pays avaient des objectifs à l'échelle de l'économie, environ 4 à 5 Gt éq CO₂ pourraient être négociés par an en 2030.
- En plus de réduire potentiellement le coût de l'ambition supplémentaire partout, les marchés pourraient conduire à un déplacement des investissements en capital vers les régions vendeuses, et de cette façon, affecter la qualité de l'air local, l'emploi, les mesures de durabilité, et les coûts de déplacement.